

À bâbord !
Revue sociale et politique

Municipales 2021 : une autre ville est possible

Pierre Avignon, Alexis Ross and Jonathan Durand Folco

Number 89, September 2021

Municipales 2021 : une autre ville est possible

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97335ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue À bâbord !

ISSN

1710-209X (print)

1710-2103 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Avignon, P., Ross, A. & Durand Folco, J. (2021). Municipales 2021 : une autre ville est possible. *À bâbord !*, (89), 32–33.



32

MUNICIPALES 2021

UNE AUTRE VILLE

EST POSSIBLE

Coordonné par Pierre Avignon, Alexis Ross et Jonathan Durand Folco
Illustré par Christian de Massy, alias Cveta ou Shrü

Lors des dernières élections municipales québécoises, en 2017, seulement 44% des électrices et électeurs ont exercé leur droit de vote (contre 47% en 2013) et plus de la moitié des postes électifs ont été pourvus par acclamation, faute d'opposition. Faut-il en être surpris? Les révélations de la commission Charbonneau sur le financement illicite des partis politiques municipaux, ou encore les interventions loufoques lors de conseils municipaux rapportées dans les médias, ne sont certainement pas étrangères au faible intérêt populaire pour la vie politique de nos villes et villages.

Cette baisse d'intérêt n'est toutefois pas propre à la sphère municipale ni au contexte québécois. Il s'agit en fait d'une des manifestations d'un certain désenchantement citoyen face au fonctionnement de nos démocraties. Faible influence des citoyen-ne-s sur les États et les institutions publiques, perte de pouvoirs de ces mêmes États et institutions face aux grandes entreprises nationales et multinationales, augmentation des inégalités et fuite en avant dans la lutte contre les changements climatiques expliquent en partie cette désillusion.

Malgré ces difficiles constats, nous vous proposons dans ce dossier de penser nos villes et nos villages dans une perspective plus optimiste, d'envisager le pouvoir municipal non simplement comme une administration responsable de la collecte des ordures, mais comme un véritable espace politique ayant le potentiel d'être un vecteur de changement social. Et si nous considérions les institutions municipales comme pouvant faire partie de la solution plutôt que du problème? Une multitude d'actions et de réflexions sur le monde municipal nous incitent à le considérer sérieusement.

Ainsi, dans le cadre des élections municipales de 2021, on remarque la mise sur pied de plusieurs partis progressistes à travers la province, mais aussi le déploiement d'une énergie militante

décidée à repolitiser et reconquérir cet espace qu'est la municipalité. Cela semble particulièrement vrai pour les enjeux liés à la nécessaire transition écologique, qui se présente comme une lutte particulièrement rassembleuse et qui suscite de nombreuses initiatives à l'échelle du Québec. Les fronts de la lutte municipale sont toutefois multiples, touchant notamment le développement du territoire, la place des femmes dans les villes, la fiscalité, le logement, le numérique ou encore la démocratisation des institutions.

Au cœur de toutes ces luttes, on retrouve l'enjeu de la participation citoyenne, de la prise que nous pouvons ou devrions avoir sur les décisions qui nous touchent jusque dans nos vies quotidiennes. En effet, tout changement politique d'ampleur, même à l'échelle locale, demeure impossible sans une mobilisation continue des groupes citoyens et communautaires. Le palier municipal est certes propice à l'engagement populaire, mais de nombreux changements sont encore à faire afin d'assurer une véritable démocratisation de nos «gouvernements de proximité».

S'il faut exiger l'impossible, il faut aussi demeurer (un peu) réaliste et prendre le temps de bien comprendre le terrain d'action qui se présente à nous. Pour qui souhaite s'y investir, les règles du jeu de la campagne municipale doivent bien être prises en considération, car le cadre juridique n'est pas toujours facile à suivre ni favorable aux mouvements populaires. Et, une fois au pouvoir, les défis sont de taille pour les élu-e-s progressistes, mais ils ne sont peut-être pas insurmontables.

Au-delà de cette petite dose de réalisme, les textes de ce dossier nous invitent à penser nos villes et nos villages de demain comme autant de «Zones à défendre» en vue d'assurer une occupation du territoire qui respecte la parole citoyenne et le bien commun. 